

En Guyane, la santé en coma dépassé - Ils ont raison #NouBonKeSa

dimanche 16 avril 2017, par [SUD Santé Sociaux](#) (Date de rédaction antérieure : 4 avril 2017).

Alors qu'en Guyane, l'espérance de vie à la naissance est de 3 ans inférieure à la métropole en 2006,

Alors qu'en Guyane, le taux de mortalité infantile est de 12,1 pour 1000 naissances vivantes contre 3,7 en métropole en 2007,

Alors qu'en Guyane, le taux par million d'habitants de découverte de l'infection par le VIH est de 140 contre 50 en métropole en 2012,

Alors qu'en Guyane, il n'existe que 39 médecins généralistes pour 100'000 habitants contre 112 en métropole,

Alors qu'en Guyane, il n'existe que 22 médecins spécialistes pour 100'000 habitants contre 87 en métropole,

Alors qu'en Guyane, il n'existe que 59 infirmiers pour 100'000 habitants contre 107 en métropole,

Alors qu'en Guyane, certaines maladies ne peuvent être prises en charge (neurologie, cancérologie) du fait d'absence de spécialistes.

Alors qu'en Guyane, les politiques de casse de l'hôpital public ont fait des ravages :

- **Le Centre hospitalier de Cayenne**, qui gère des centres délocalisés pour une population de 150'000 habitants, présente un déficit structurel de 45 millions d'euros et un retard de paiement de 25 millions, les fournisseurs ne veulent plus livrer...
- **Le Centre de St Laurent du Maroni**, qui couvre 50'000 km², 60% du territoire, 100'000 habitants, présente un déficit de 49 millions d'euros avec un retard structurel de 15%.
- **Le Centre Médico Chirurgical de Kourou** souffre aussi d'un déficit chronique avec un déficit structurel de 5 millions d'euros.

Alors qu'en Guyane, comme partout en France, le capitalisme dévore les missions de service public, ainsi le Centre médico-chirurgical de Kourou est en passe d'être cédé au privé lucratif (Rainbow santé) ce qui accroîtra les inégalités d'accès aux soins.

Dans ce contexte, début 2017, 5 prématurés sont morts d'infection nosocomiale en néonatalogie en 2 mois à Cayenne, une personne âgée a brûlé dans son lit, ce qui fait dire à un sénateur socialiste en séance du Sénat (janvier 2017) que cet hôpital est considéré comme un mouvoir !

Face à cette situation, après une enquête de l'inspection générale des affaires sociales, le gouvernement a choisi la fuite et la démission en ne prenant pas des mesures d'urgence et en gardant secret le rapport d'enquête.

Devant tant d'inégalités et de risques pour la population, la grève générale et l'insurrection sont légitimes et justes.

Ces discriminations dans l'accès aux soins sont le fruit de politiques conduites en matière de santé avec notamment la T2A, tarification à l'activité, incapable de corriger les spécificités géographiques ni les surcoûts locaux. L'inégale répartition des richesses, la recherche permanente de la rentabilité et du profit conduisent à ce qu'une morbidité haute des classes populaires côtoie une classe de métropolitains privilégiés.

La Fédération SUD Santé Sociaux Solidaires exige du gouvernement en matière de santé, comme sur toutes les autres inégalités présentes en Guyane, un plan d'urgence accompagné de « rebasage budgétaire » pour l'ensemble des activités qui y sont liées. La reprise par la Fonction publique hospitalière du Centre médico-chirurgical de Kourou, seule à même de garantir l'accès aux soins pour toutes et tous et la pérennité de l'activité.

Pour la Fédération SUD Santé Sociaux Solidaires, la situation pré-insurrectionnelle qui enflamme aujourd'hui la Guyane est le signe de l'abandon politique dont souffre ce département de la part des gouvernements successifs depuis de longues années. Cette politique est le fait de résidu de pensées colonialistes et ségrégationnistes.

La Fédération SUD Santé Sociaux Solidaires soutient et s'associe au mouvement #Nou-BonKeSa issu de l'union locale des forces syndicales.

Fédération SUD Santé Sociaux

4 avril 2017
